L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 7 JANVIER 1880. 53me Année

DUFOUR & LIBERT,
Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS,
MERCREDI, 7 JANVIER 1880

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par Nash & Hodgson, au No 29 rue St Charles, montres et argent.

LE CHOIX D'UN SENATEUR.

La législature qui doit se réunir, lundi prochain, va être appelée à élire un sénateur au Congrès pour le siège actuellement occupé par M. Kellogg mais qui appartient de droit au juge Spofford. Bien que le terme de celui de nos deux sénateurs au Congrès qu'il s'agit de remplacer, n'expire qu'en 1883, pour obéir à la loi des Etats-Unis, la législature actuelle doit élire, à sa première session, le successeur du juge Spofford. Dans notre opinion, si cette élection n'était pas faite dans cette session, cela ne priverait pas la législature du droit d'élire le sénateur à la session de 1882, car l'Etat ne saurait être privé de ses droit égal de représentation au Sénat des Etats-Unis, mais, pour éviter toute contestation, il vaut mieux qu'il soit procédé à cette élection à la date fixée par la loi fédérale.

Le choix d'un sénateur est toujours une chose grave et importante pour un Etat. Pour les Etats du Sud, si longtemps privés d'une véritable représentation au Sénat, l'importance de ce choix était encore plus grande que dans les circonstances ordinaires. Aussi avons-nous vu presque tous ces Etats envoyer, depuis quelques années, à Washington pour les représenter dans la Chambre haute, leurs citoyens les plus distingués, ceux que recommandaient non seulement leurs capacités et leur talent oratoire, mais surtout leur caractère personnel, la dignité de leur conduite et leur expérience politique.

Il ne s'agit dans le choix à faire, ni de services à récompenser, ni, d'un simple honneur à conférer à un citoyen. Ce que l'on doit surtout rechercher dans le candidat, c'est la réunion des conditions qui lui permettront de servir le plus utilement les intérêts de son Etat, en même temps que d'exercer la plus salutaire influence sur la conduite générale des affaires de la république.

La Louisiane ne manque pas de citoyens dévoués, dont nous serions heureux de voir récompenser les services, ni de patriotes éminents méritant des honneurs. Aussi serions-nous embarrassé d'exprimer une préférence, si nous n'étions guidé par la considération toute puissante que nous venons d'indiquer : rechercher celui des candidats qui est à même de rendre les services les plus efficaces à la Louisiane.

Eh bien ! A ce point de vue, tout en reconnaissant les titres et les mérites de ceux dont les noms ont été mis en avant, nous n'hésitons pas à déclarer que le candidat qui nous paraît le mieux remplir les conditions d'utilité en même temps que celles de savoir, de talent de caractère et d'expérience, est le général Randall L. Gibson, représentant actuel du premier district de la Louisiane à la Chambre des représentants.

Nous avons suivi attentivement la carrière de cet homme d'Etat depuis le jour où il a fait ses débuts en prononçant en 1860, dans un meeting au pied de la statue de Clay rue du Canal, un discours en faveur de la candidature de Breckinridge, et nous pouvons lui rendre cette justice que, depuis cette époque, il est resté constamment fidèle à la cause de la démocratie et à celle de son Etat, la Louisiane. Il ne faut citer que pour mémoire ses services comme militaire pendant l'existence de la confédération, bien qu'ils lui fassent le plus grand honneur, mais c'est le moindre de ses titres au poste pour lequel nous le recommandons.

Pendant la triste période de la reconstruction, le général Gibson ne s'est jamais affilié ni avec Warmoth, ni avec Kellogg et il nous souvient de l'avoir entendu, dans plusieurs assemblées de citoyens, protester contre les infamies du régime que nous avait imposé la reconstruction. Elu une première fois au Congrès en 1872, il ne fut pas admis à siéger. Les électeurs le renommèrent en 1874 et, depuis cette époque, il a servi la Louisiane avec un zèle, une sagacité, une habileté à la hauteur des circonstances difficiles dans lesquels étaient placés les représentants des Etats du Sud.

Il remplit, en ce moment, son troisième terme qui prendra fin le 3 mars 1881, et pendant les cinq années déjà écoulées de sa participation aux travaux du Congrès, il n'a pas laissé échapper une seule occasion de défendre les intérêts matériels et politiques de la Louisiane et de son parti. Nous rappellerons brièvement sa lutte énergique contre le traité d'Hawaï, sa défense constante des droits de l'industrie sucrière dans les questions de tarif, son succès pour la réouverture de la Monnaie de la Nouvelle-Orléans et pour la nomination de la commission du fleuve Mississippi, sa proposition du bill pour la commission monétaire, sa défense du bill pour le rappel du droit de dix cents par livre sur le tabac, son bill pour un traité avec le Mexique et sa participation aux mesures portant des allocations pour nos cours d'eau et le port de la Nouvelle-Orléans. Au bout de quelques années de séjour dans la capitale fédérale, le général Gibson avait su acquérir une influence considérable, non seulement dans le Congrès, mais encore auprès de l'administration, en raison du respect et de la haute estime que son caractère inspirait.

Les services politiques rendus par le général Gibson à la démocratie et au peuple de la Louisiane, ne le cèdent en rien à ceux qu'il a rendus à nos intérêts matériels. Il n'a jamais cessé de soutenir à Washington la cause du gouvernement du peuple. En 1876, il a prononcé sur l'élection de la Louisiane un grand discours qui a produit une profonde impression. C'est surtout pendant la période critique qui a suivi le 1er janvier 1877 qu'on a pu apprécier la valeur de l'influence que notre représentant a mise au service de la cause de Nicholls.

On peut dire que c'est à l'autorité de sa parole et de son caractère et à l'énergie de ses protestations, que nous avons dû la non intervention des troupes fédérales en faveur de Packard. Sans le respect dont jouissait sa parole auprès du président Grant, ce dernier eût reconnu Packard et la Louisiane serait encore sous le régime détesté des radicaux au lieu du déluge de sang serait coulé. Son influence s'est également exercée sur les mesures de reconstruction en vertu par le général Hayes et qui représentait le retrait des troupes.

Discuter cet ensemble des services dans ces conjonctures critiques, mais l'heureuse combinaison de l'homogénie a été dans pour le plus grand bien pour nos affaires et à l'intégrité morale du général Gibson.

Que cette dame le grand parti démocratique applaudisse à ces différentes mesures, nous n'en doutons pas, mais nous sommes digne d'éloges. Ayant rencontré à Paris M. Tilden, le président élu dans la campagne de 1876, il a eu la satisfaction de s'entendre dire par cet homme éminent : " M. Gibson, votre candidat au Congrès sur la question monétaire et dans l'affaire de la Présidence, a un plus complet approbateur, et si j'eusse occupé la Présidence, vous auriez été primé tout." Ainsi, la Louisiane eût eu l'honneur d'avoir un membre dans le cabinet démocratique, et ce membre eût été Randall L. Gibson.

Le représentant du premier district de la Louisiane jouit d'une haute estime dans la politique nationale, et après le conflit pour la Présidence il a été membre de la commission consultative du parti. Il est toujours resté fidèle à ses principes, étranger à toute coalition, à tout marché, à toute compromis, pur de toute immixtion dans des combinaisons suspectes. Mais, tout en étant d'une fermeté inébranlable, dans son attachement au parti, il a su — et ce n'est pas un de ses moindres mérites — se garder de ces exagérations de langage qui font plus de tort que de bien à une cause, et le secret de son influence s'explique par la sagacité, la mesure et le tact dont il a fait preuve en toutes circonstances.

Il connaît admirablement le terrain politique à Washington et le personnel des deux partis, et il sait comment s'y prendre pour faire réussir une mesure. Un nouveau venu, quel que soit son talent, quelle que soit son intelligence, aurait à faire un long apprentissage des hommes et des choses, et échouerait là où Gibson réussira.

Telles sont les raisons qui nous font considérer le choix du général Gibson pour le Sénat, comme préférable à celui de ses concurrents, quelles que soient nos sympathies personnelles ou l'estime que nous avons pour eux.

La Législature et son organisation.

La Législature se réunit lundi et elle devra, aussitôt son organisation, procéder au dépouillement des votes pour le gouverneur et le lieutenant-gouverneur.

Le lieutenant-gouverneur Wiltz n'est pas encore assez complètement rétabli pour présider le Sénat, et ce corps aura à choisir un président *pro tempore*, qui présidera jusqu'à l'installation du nouveau lieutenant-gouverneur, Sam D. McEnery. Nous ne connaissons pas encore les candidats pour cette présidence temporaire.

La choix d'un Orateur pour la Chambre a plus d'importance, car il sera fait pour tout le terme qui dure quatre années. L'immense travail que la nouvelle constitution impose à la législature pour cette session de trois mois, rend indispensable la nomination d'un Orateur expérimenté, à l'intelligence vive, et prompt surtout dans la décision des questions. Ce ne sera pas une sinécure que la place d'Orateur, et ce n'est pas un titre purement honorifique à décerner.

On a mis en avant pour ces fonctions plusieurs noms déjà connus. Parmi les candidats mentionnés, ceux qui paraissent devoir réunir le plus de voix sont l'honorable R. N. Ogden, du 11me ward de la Nouvelle-Orléans, et l'honorable S. Billieu, de Lafourche. Tous deux ont des titres que leurs amis feront valoir; mais la raison qui doit faire préférer l'un à l'autre doit être une raison d'aptitudes spéciales en égard aux difficiles devoirs que l'Orateur aura à remplir.

Or, l'honorable R. N. Ogden se recommande tout particulièrement sous ce rapport au choix de ses collègues. Il a, outre l'expérience des débats, la connaissance des règles parlementaires, une intelligence prompte à saisir les points d'une discussion, et un esprit de décision rapide, qui seront d'un grand service pour la conduite des discussions. Il est actif, énergique et il saura donner aux travaux de la Chambre une vigoureuse impulsion ; il a de plus une parole claire et facile qui lui permettra d'élucider et de bien poser les questions à résoudre. Nous croyons donc qu'à tous les points de vue, il ferait un excellent orateur.

Compagnie lyrique française.—Les débuts de la compagnie de Maurice Grau, annoncés pour hier soir, n'ont pu avoir lieu, la troupe ayant été retenue hier à Montgomery.

La troupe est arrivée seulement hier soir à dix heures par le train de Mobile, tous les artistes en bonne condition.

Les débuts ajournés auront lieu aujourd'hui même en matinée. On donnera *La Fille de Mme Angot*, le MATIN et le SOIR.

Giroflé-Girofla, qu'on devait donner ce soir, est renvoyée à dimanche soir.

Les personnes qui avaient pris des billets pour hier soir, sont invitées à les changer au contrôle pour des billets qui seront bons pour ce soir.

Demain, lundi, la première du *Petit Duc*.

ACADÉMIE DE MUSIQUE—Grande matinée aujourd'hui à ce théâtre où Fanny Davenport jouera le rôle de Gilberte, un de ses meilleurs. On sait que le prix des matinée à l'Académie de Musique est réduit de moitié pour toutes les places et que ce prix ne dépasse pas 25 cents et 50 cents sans places réservées. Seulement par courtoisie M. Bidwell donne le prédécesseur aux dames pour les places de parquet et de première galerie. Ainsi on peut donc aller voir Fanny Davenport pour 50 cents et même 25. Qui voudra se priver de ce plaisir ?

Dans le soirée, on donnera "As you like it" où cette grande actrice représentera Rosalind. Jeudi, on redonnera Frou-Frou et vendredi, pour son bénéfice, Fanny Davenport jouera le rôle de Lady Tazzle dans la fameuse pièce de Sheridan intitulée : "School for Scandal."

LIBRAIRIE HÉBERT. — Cette maison, sise coin Chartres et Bienville, a reçu les numéros de *L'Illustration* et du *Monde Illustré* du 20 décembre.

Pour l'opalliser sanitaire et traverun, pour commaires—matelas de mousse et de plumes, allez au palais de meubles de Hubbard, au coin des rues Romparte et Perdido.

Depuis le meilleur le plus commun jusqu'au meilleur le plus fin et le plus élégant se trouvent réunis dans l'immense assortiment de l'Etoile Rouge.

Si, dès le début d'une inflammation de quelque organe de la respiration, on a recours à l'usage du "Sirop Pectoral aux Navets Indiens" de Leplace, on arrête immédiatement la marche de la maladie, à l'on n'a plus rien à en redouter.

La maison de Philip Werlein est si bien et si favorablement connue dans tout le Sud que nous avons à peine besoin de la recommander à ceux de nos lecteurs qui peuvent avoir besoin de pianos ou d'autres instruments de musique. M. Werlein réunit pour ses pianos qui ont été fabriqués en ce pays, les sons meilleur, une touche plus légère, une plus grande force de timbre que les pianos importés d'Europe, et lui vaut à un prix considérablement moindre. Chaque piano est par lui pratiquement garanti et, si le piano achetait ne donne pas satisfaction, il sera changé en l'espace d'une huitaine.

Pittsburg, Anthracite et Canal Bituminé a bon poids chez Hy. J. Montagnet

Tous ceux qui ont à cœur de faire de l'économie vont à l'Etoile Rouge.

Depuis [illegible] jusqu'au [illegible] le plus fin et le plus élégant se trouvent réunis dans l'immense assortiment de l'Etoile Rouge.

LE CHATEAU-RENAUD.

Nous avons eu le plaisir de faire hier au Consulat de France, la connaissance du capitaine, de vaisseau de la marine impériale O. Dennery, commandant du croiseur CHATEAU-RENAUD, arrivé hier hier dans notre port, ainsi que de plusieurs de ses officiers.

Le Château-Renaud est un bâtiment d'environ 3000 tonneaux, mesurant 70 mètres de longueur sur [illegible] mètres de largeur, ayant une force de moteur de 450 chevaux, armé de 7 canons de 14 centimètres, et monté par 208 hommes d'équipage.

Voici la composition de son état-major : MM. Dennery, capitaine de vaisseau, commandant.

Pottier, lieutenant de vaisseau; [illegible]

Lingrd, lieutenant de vaisseau.
Danbenel, lieutenant de vaisseau.
Mancenon, lieutenant de vaisseau.
Deave, lieutenant de vaisseau.
Moranzani, enseigne de vaisseau.
Ségard, médecin de 1ère classe.
Libourseux, aide-médecin.

Le *Château-Renaud* ne doit rester que vingt jours à la Nouvelle-Orléans. Son commandant nous a dit qu'aussitôt la [illegible] de son bâtiment fait, il [illegible] à partir de dimanche il [illegible] les plaisirs d'admettre à bord tous les visiteurs.

Mr. le vicomte Paul d'Absac, Consul de France, voulant procurer à ceux de ses nationaux qui le désireront, l'occasion de faire la connaissance des officiers du *Chateau Renaud*, a eu la bonne pensée de les inviter, par un avis que l'on trouvera dans nos colonnes, à venir au Consulat de France, demain jeudi, à six heures du soir. Toutes les sociétés françaises seront, sans aucun doute, représentées à cette réception.

Bien que le commandant Dénocy navigue depuis 35 ans et ait visité presque toutes les parties du monde, il n'a jamais eu occasion de venir aux Etats-Unis. Nous espérons que son court séjour à la Nouvelle-Orléans lui laissera un souvenir agréable.

Projet de création d'une ligne de steamers, entre le Hâvre et New-Orleans.—Nous lisons dans le *Journal du Hâvre* du 19 décembre :

Nous avons annoncé que le promoteur du projet de traité de commerce entre la France et les Etats-Unis, M. Léon Chotteau, avait été reçu, ces jours derniers, en audience particulière par M. Grévy, et qu'il avait remis à M. le Président de la République une pétition des habitants de la Nouvelle-Orléans, demandant l'organisation d'une ligne de steamers entre ce port et le Hâvre.

Nous ajouterons que cette création est sollicitée non-seulement par les négociants de la Nouvelle-Orléans, mais encore par ceux du Hâvre. Il est donc étonnant que depuis longtemps la chose n'ait pas été faite.

En effet, bien souvent déjà ce désir a été manifesté par les deux ports, français et américain, mais qu'il en ait été tenu compte. Mais, nous espérons que cette fois, il sera pris en sérieuse considération.

Nous ne comprenons pas, disons-nous, que la chose ne soit point encore faite; car il n'est pas de jour où par des documents officiels—ou nous-mêmes les avons appris—qu'une ligne de steamers qui s'établirait entre le Hâvre et la Nouvelle-Orléans serait à peu près assurée d'un fret abondant aussi bien à l'aller qu'au retour.

Sans compter le coton et les graines qui formeraient les principales marchandises d'importation, et dont une grande partie nous arriverait, ainsi, par steamer français (au lieu de nous parvenir sous pavillon anglais ou américain), il existe une foule d'articles d'exportation, dont le transport serait assuré pour la ligne qui se créerait.

De ce nombre, nous signalerons surtout : les meubles, la porcelaine Phoricgerie, le bijouterie, les objets d'art, la parfumerie, les tissus, la mercerie, les vins, enfin, tous les articles de mode.

N'oublions pas qu'il y a, à la Nouvelle-Orléans, une colonie de 20,000 Français, qui prisent essentiellement tous les produits de la mère-patrie. Une simple partie des articles que nous venons de citer, et qui approvisionnent les maisons de commerce de la grande cité louisianaise ne leur viennent, quant à présent, que tout à fait indirectement, via New-York, place qui elle-même, en demande beaucoup à la France. Avec la directe ligne, cette exportation se ferait directement et en grand avantage et de la France et de la Louisiane.

Le commerce maritime de notre pays avec la Nouvelle-Orléans, tant à l'exportation qu'à l'importation, désirée bien à un mouvement annuel de plus de 13,500,000 tonneaux, sur lesquels 5 millions à peine (soit un peu plus d'un tiers,) sont couverts par notre pavillon. On voit donc, tout de suite, quel avantage le pavillon français peut trouver, sur ses concurrents, dans l'établissement d'un intercourses direct et régulier.

L'hésitation de nos armateurs à diriger leurs navires de ce côté tient surtout à ce que les bâtiments long courriers français sont, en général, d'un trop faible tonnage pour ce trafic; aussi, quand ils se trouvent pas, en France, un fret de sortie suffisant, hésitent-ils à partir sur lest, parce que leur petite dimension ne leur permet pas de trouver, dans le lest voyage de retour, une rémunération satisfaisante.

Tel ne serait pas le cas des steamers de fort tonnage. Pour le trafic de la Nouvelle-Orléans, ceux-ci offrent encore, sur les voiliers, plusieurs autres avantages, ils économisent les dépenses de remorquage, rivière; on sait que le halage (qui constitue pour eux une grosse dépense), est, là-bas, à bon marché; la bonne qualité y vaut de $6 à $7 la tonne, en moyenne.

Ils sont toujours assurés de trouver un fret de retour, quel que soit leur tonnage, et comme leurs traversées sont régulières, à quelques jours près, leur chargement peut être arrêté d'avance; ce qui leur éviterait un séjour prolongé dans le port américain.

Ce n'est pas la première fois, comme nous le disions tout à l'heure, que le commerce de la Nouvelle-Orléans témoigne le désir d'être en relation directe avec le Hâvre. En 1876, une enquête touchant le commerce français sur cette place fut faite sous les auspices de notre consul, M. d'Absac, et à la suite de cette enquête, comme conséquence des réponses qu'elle présentait, le commerce français de la métropole louisianaise demandait le vœu que la Compagnie générale transatlantique organisât une nouvelle ligne pour relier directement le Hâvre à la Nouvelle-Orléans.

Voeu d'ailleurs, soumis de nos état développé à la suite de l'enquête :

"Il y a quelques années, la Compagnie générale transatlantique détachait de sa grande ligne de Saint-Nazaire à Vera-Cruz, une annexe de la Havane ici ; l'expérience a été mauvaise, et l'embranchement a été supprimé.

"Il est regrettable qu'une ville de l'importance commerciale de la Nouvelle-Orléans, si éminemment française par son origine, ses goûts, ses idées, ne soit pas reliée à son ancienne métropole, d'une façon plus régulière. Nous pensons qu'un appel devrait être adressé aux Chambres de commerce du Hâvre, de Marseille et de Bordeaux, pour attirer leur attention sur ce fait, qu'il notre avis une ligne, d'abord mensuelle, portant de chacune de ces villes, trouverait une rémunération suffisante.

"Des steamers partant du Hâvre, par exemple, passeraient, en quittant ce port, à Bordeaux, afin d'y compléter leur chargement en vins, eaux-de-vie et articles divers; de là, ils toucheraient à Marseille, pour de nouveau prendre la mer et se rendre directement à la Nouvelle-Orléans.

"Le voyage de retour pourrait s'effectuer directement ou en touchant à New-York, pour y prendre un fret et enfin regagner notre port d'attache.

"En dehors du fret, il y a la question du transport des passagers, qui ne laisserait pas que d'être fructueuse ; il y a, toujours de nouveaux passagers disposant, pour aller à la Nouvelle-Orléans, de [illegible] d'argent et désirant [illegible] que leurs affaires appellent à New-York, qui continueraient à prendre la voie des steamers du Nord."

On voit que ce qui concerne la ligne du Hâvre à la Nouvelle-Orléans est [illegible] Nous espérons que le cabinet voudra bien, enfin, prendre en considération le vœu si souvent exprimé par les [illegible] et qu'une impulsion définitive [illegible] encore en notre faveur.

Mais comme la création sollicitée intéresse aussi beaucoup notre place qui doit en bénéficier dans une large mesure, nous croyons qu'il est indispensable que les [illegible] de la Nouvelle-Orléans [illegible] dans l'affaire d'une [illegible] Il importe [illegible] à notre Chambre de commerce de prendre une intelligente initiative à cet égard, en adressant une demande analogue au ministère des Postes et à la Compagnie générale Transatlantique.

Cette démarche nous semble [illegible] devoir être prise [illegible] d'une population sympathique, comme à celui des intérêts du commerce havrais et enfin à la propagation de l'influence française en Amérique.

Le Journal du Hâvre cite, en post-scriptum, le compte rendu donné dans l'*Abeille* du 16 novembre de la réunion qui a eu lieu au Consulat et ajoute :

Nous ajouterons nos félicitations à celles de nos compatriotes de la Nouvelle-Orléans : M. d'Absac a pris là une initiative [illegible] dont [illegible] devra [illegible] le [illegible] pas [illegible] notre [illegible]

CONSULAT DE FRANCE.
Avis spécial.

LE Consul de France à l'honneur d'avertir la population française de la Nouvelle-Orléans, et particulièrement les Français, les négociants et les officiers des associations françaises à venir au Consulat, 92 rue Royale, demain, JEUDI, 8 du courant à 6 heures du soir, pour entendre la lecture de la correspondance de M. Dudley, commandant de la station navale des Etats-Unis, M. Chateau Renaud, et aux officiers composant l'état-major du Château-Renaud

La Nouvelle-Orléans, le 6 janvier 1880.
Vicomte PAUL D'ABZAC.
7 janv— Consul de France.

Aux officiers de la Société de St. Maurice.

LE soussigné ayant refusé la place du trésorier par conséquent que croyant pas être qualifié de remettre pour son compte personnel, dans le cas de cessation de [illegible] [illegible] dans l'assemblée générale qui a eu lieu le 28 décembre 1879 a été proposée et [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] par la faiblesse du président de l'année 1878, le [illegible] à [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible]